ASSEMBLÉE NATIONALE

5 juin 2025

POUR LA REFONDATION DE MAYOTTE - (N° 1470)

AMENDEMENT

N° CL105

présenté par

Mme Balage El Mariky, M. Amirshahi, M. Duplessy, M. Fournier, M. Iordanoff, Mme Regol et
Mme Voynet

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 2, insérer l'article suivant:**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

Le 6° de l'article L. 441-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est abrogé.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, il est proposé de supprimer la dérogation spécifique à Mayotte en matière de circulation des mineurs étrangers.

L'article 414-5 du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile prévoit qu'un document de circulation pour étrangers mineurs (DCEM) est délivré de plein droit à un mineur si l'un des parents dispose d'une carte de séjour temporaire, pluriannuelle ou d'une carte de résident. Mais à Mayotte, l'enfant doit, en plus, être né en France. □

Cette dérogation entraîne de lourdes conséquences sur le droit de vivre avec ses parents protégé par l'article 9 de la CIDE. En effet, la composition des foyers à Mayotte amène parfois des ménages composés d'une pluralité de nationalités et de statuts administratifs. Il est donc fréquent que les parents soient en situation régulière mais que l'enfant soit né dans un pays étranger. Ainsi, de nombreux enfants se trouvent bloqués sur le territoire alors qu'il est parfois nécessaire pour la famille de quitter l'île pour des raisons de santé, de scolarisation, d'études ou de rapprochement familial avec d'autres membres de la famille qui vivent en Hexagone ou dans la région Océan Indien. Cette spécificité est d'autant plus problématique considérant la proportion d'enfants étrangers présents sur le territoire mahorais. Il contrevient à l'intérêt supérieur de l'enfant de ne pas pouvoir se déplacer librement, d'autant plus dans le contexte de territorialisation des titres de séjour que connaît le département de Mayotte renforce la rupture d'égalité dans la réalisation d'une liberté de circulation effective dans l'ensemble du territoire français. □

Cet amendement a été travaillé avec UNICEF France.